

Règlement de la Consultation (RC)

Marché public de fournitures

Pouvoir adjudicateur : CHU de Lille – 2 avenue Oscar Lambret 59307 Lille Cedex

Objet du marché : Fourniture de dispositifs médicaux de Neurostimulation et pompes implantables et de dispositifs médicaux pour Ostéosynthèse des membres et extrémités

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

Procédure n°: GAC-2022-116_SAD LILLE – DMI 2023

Date de réception des candidatures initiales :

02/11/2022 12h00*

**Date fixée pour la réception des premières candidatures, au sens de l'article R2162-44 du Code de la commande publique, afin de permettre aux candidats dont les candidatures seront admises de pouvoir participer au premier marché spécifique. Les candidatures sont analysées par le CHU de Lille au fil de leur dépôt, y compris lorsqu'elles sont déposées en amont de la date limite de réception.*

Le principe du Système d'Acquisition consiste pour les candidats à remettre, dans un premier temps, uniquement une candidature au SAD dans les conditions fixées dans le DCE afférent. A ce titre, les seules pièces à produire à ce stade sont celles énumérées à l'article 6.3.2 du présent Règlement de la consultation. Le CHU de Lille, en tant que coordonnateur de cette procédure pour le GCS UniHA, transmettra ensuite aux candidats retenus au SAD, dans un second temps, le dossier de consultation afférent au marché spécifique. Celui-ci précisera les besoins à couvrir, les quantités prévisionnelles afférentes, et fixera une date limite de réception des offres.

Il restera possible de soumettre ensuite une candidature pendant toute la durée du Système d'Acquisition Dynamique, mais sans qu'il puisse être garanti aux candidats dont les candidatures seront admises qu'elles le seront avant le lancement du premier marché spécifique.

Date estimative du premier marché spécifique : 01/2023

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

1.	Contexte.....	3
2.	Pouvoir adjudicateur et bénéficiaires du système d'acquisition dynamique	3
2.1	Type de pouvoir adjudicateur.....	3
2.2	Coordonnées du pouvoir adjudicateur	3
3.	Classification cpv (vocabulaire commun des marches)	4
4.	Description du marché.....	4
4.1	Type de marché	4
4.2	Division en catégories.....	5
4.3	Duree du SAD.....	5
4.4	Lieu d'exécution ou de livraison	6
4.5	Forme juridique du candidat	6
5.	Procedure.....	6
5.1	Numero de reference attribue à la consultation par le pouvoir adjudicateur	6
5.2	Contenu du dossier de consultation.....	6
5.3	Obtention du dossier de consultation	7
5.4	Communications et échanges d'informations par voie électronique.....	8
6.	Conditions de remise des candidatures	9
6.1	Date et heure limites de reception des plis.....	9
6.2	Conditions de présentation des candidatures.....	9
6.3	Contenu de la candidature	9
6.4	Autres pièces à fournir (facultatif).....	12
6.5	Remise des candidatures	13
7.	Sélection des candidats	14
7.1	Completude du dossier de candidature	14
7.2	Critères de sélection des candidatures	14
7.3	Admission des candidatures.....	15
7.4	Rejet des candidatures	15
8.	Renseignements complementaires.....	15
9.	Nommage des fichiers	16
10.	Litiges.....	21
11.	Données à caractère personnel collectées auprès des candidats et soumissionnaires	21

1. CONTEXTE

Le CHU de Lille lance un système d'acquisition dynamique en vue de la Fourniture de dispositifs médicaux de Neurostimulation et pompes implantables et de dispositifs médicaux pour Ostéosynthèse des membres et extrémités.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR ET BENEFICIAIRES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

2.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par le CHU de Lille. Le CHU de Lille, en sa qualité de coordonnateur, est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique. **Il est seul habilité à conclure un marché spécifique en exécution du système d'acquisition dynamique, pour le compte de l'un, l'autre, ou la totalité des établissements adhérents.**

Les établissements adhérents, bénéficiaires, sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du système d'acquisition dynamique au sens où ils sont responsables de l'exécution des prestations y afférentes, et notamment de la passation des bons de commande.

2.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Centre Hospitalier Universitaire de Lille,
2 avenue Oscar Lambret,
59307 Lille Cedex

3. CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)

Les codes CPV suivants sont applicables aux catégories prévues au présent SAD :

Catégorie 1	33184100-4	Implants chirurgicaux
	33158210-7	Stimulateur
Catégorie 2	33183300-9	Matériel d'ostéosynthèse

4. DESCRIPTION DU MARCHE

4.1 TYPE DE MARCHE

Le système d'acquisition dynamique est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique.

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Les fournitures objet du présent SAD constituent des achats d'usage courant pour les établissements publics de santé, récurrents dans le temps et similaires d'un établissement à l'autre : le Pouvoir Adjudicateur « *n'impose pas de spécifications techniques propres au marché public* » (au sens de l'article R.2112-10 du Code de la commande publique) car ces prestations sont immédiatement disponibles sur le marché, et ne nécessitent aucune adaptation propre au besoin des établissements.

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Un avis de publicité est publié et le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis en ligne pour toute la durée du système,
- Le DCE précise la nature des achats envisagés et les quantités ou montants estimés,
- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures *,
- Au cours de la durée de vie du système, tout opérateur peut demander à l'intégrer *,
- Lorsque l'établissement coordonnateur lance un marché spécifique pour le besoin des établissements adhérents du GCS UniHA, il invite tous les candidats présents dans le système à répondre. Le délai de réception des offres est fixé par l'établissement

coordonnateur, ce délai est au moins égal à 10 jours, toutefois un délai plus court peut être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés,

- La durée de validité du système annoncée initialement peut être modifiée par l'établissement coordonnateur, les opérateurs en sont informés par la publication d'un avis modificatif.

**Conformément à l'article R.2162-43 du Code de la commande publique, l'établissement coordonnateur accorde, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y entrer.*

Dans ce cas, l'opérateur adresse son dossier de candidature sur la plateforme PLACE (comprenant les éléments mentionnés à l'article 6.3 du présent document) à l'établissement coordonnateur, qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la candidature. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables, dans le cas où des compléments de candidature sont requis par l'établissement coordonnateur.

Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique, au titre de celui-ci.

4.2 DIVISION EN CATEGORIES

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 2 catégories, appréciées comme suit :

- ➔ **Catégorie 1** – Fourniture de dispositifs médicaux de Neurostimulation et pompes implantables
- ➔ **Catégorie 2** – Fourniture de dispositifs médicaux pour Ostéosynthèse des membres et extrémités

Les montants ou quantités indiquées en annexe 1 au CCAP s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatives » sur la durée du SAD. Elles ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande.

Le CCTP décrit, pour chaque catégorie, les caractéristiques générales des produits qui seront achetées dans le cadre des marchés spécifiques.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie, le CHU de Lille pouvant néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques.

4.3 DUREE DU SAD

La durée du Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa publication.

Le Système d'Acquisition Dynamique est mis en place pour une durée de 8 ans. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

4.4 LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

La livraison des fournitures objet du Système d'Acquisition Dynamique peut avoir lieu sur l'ensemble du territoire national, ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer.

Le lieu d'exécution sera précisé dans les marchés spécifiques.

4.5 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les candidats peuvent se présenter en candidat individuel ou en groupement.

En cas de groupement, chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au paragraphe 6.3 du présent règlement, sous peine de rejet de la candidature.

Les candidats ont la possibilité de présenter, pour chaque marché spécifique, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Le coordonnateur n'exige pas que le groupement adopte une forme juridique déterminée au sens de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique.

5. PROCEDURE

5.1 NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE A LA CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

GAC-2022-116 - SAD LILLE - DMI 2023

5.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises du présent SAD sont les suivantes :

- **Le présent règlement de consultation et son annexe :**
 - ➔ Annexe 1 : Notice d'utilisation du catalogue Cerbère*
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses 3 annexes :**
 - ➔ Annexe 1 : Liste des catégories
 - ➔ Annexe 2 : Liste des adhérents du GCS UniHA
 - ➔ Annexe 3 : Liste des comptables assignataires des adhérents UniHA
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,**

- **Document CIP-ACL FICHER PHOTOS n°22 des Cahiers 201504*** : « Standardisation du fichier photos produit de santé : médicament et dispositif médical, dans le cadre de la réponse dématérialisée aux appels d’offres des marchés publics »
 - **Document CIP-ACL FICHE Renseignements FOURNISSEUR n23 des Cahiers 201504** : « Fiche de renseignement fournisseur Etablissement de santé/fournisseur »
 - **Les formulaires DC1 et DC2**
 - Attestation sur l’honneur concernant les mesures restrictives à l’encontre de la Russie
- * Ces documents sont joints dès le SAD afin de pouvoir servir de référence, tout au long de celui-ci, pour la réponse aux marchés spécifiques.

5.3 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.3.1 – OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l’article R. 2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d’acheteur à l’adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d’un espace de consultation dédié à la présente consultation.

5.3.2 – OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DES OFFRES

Le dossier de consultation propre au marché spécifique sera mis à disposition des candidats préalablement admis dans le SAD sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur mandaté pour lancer le marché spécifique.

Les modalités de cette mise à disposition seront précisées dans chaque lettre d’invitation à remettre une offre.

5.4 COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE

5.4.1. COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AU STADE DES CANDIDATURES

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Ce mode de transmission est **obligatoire** pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip , .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur, ou logiciel équivalent) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Il est recommandé aux candidats d'éviter de déposer des fichiers dont la taille est supérieure à 1 Giga Octet.

5.4.2. COMMUNICATION ET ECHANGES D'INFORMATIONS AU STADE DES OFFRES

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats invités à remettre une offre seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir

adjudicateur précisée dans la lettre d'invitation à remettre une offre pour chaque marché spécifique.

6. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

6.1 DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du système d'acquisition dynamique.

En revanche, seuls les candidats dont les candidatures ont été acceptées au plus tard à la date du lancement du marché spécifique seront invités à remettre une offre en réponse à celui-ci.

6.2 CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

La langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures.

Chaque candidat se doit de produire un dossier de candidature comprenant l'ensemble des pièces visées à l'article 6.3.2 du présent RC. Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

Les candidatures sont remises à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et dans l'espace de consultation dédié au présent marché. Les dépôts de plis effectués par erreur dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

La candidature devra respecter les formats autorisés au paragraphe 5.4 et le candidat devra respecter le nommage cité au paragraphe 9 du présent règlement de la consultation.

6.3 CONTENU DE LA CANDIDATURE

Les candidats peuvent déposer une candidature selon le formulaire DUME (article 6.3.1) ou selon les modalités de l'article 6.3.2.

Ils sont libres de l'option choisie.

⚠ Quelle que soit l'hypothèse, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un candidat de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

6.3.1 LE DEPOT DE LA CANDIDATURE AVEC LE FORMULAIRE DUME :

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents et informations mentionnés à l'article 6.3.2.

Le DUME permet de faire une déclaration sur l'honneur sur la base d'un formulaire type européen.

Le formulaire DUME devra impérativement comprendre les informations requises dans le présent règlement de la consultation.

Le candidat doit joindre les documents demandés au titre de la candidature (article 6.3.2) qui ne seraient pas inclus dans le DUME.

En cas de cotraitance, un DUME distinct pour chaque candidat devra être fourni.

Les candidats gardent la possibilité de déposer leur candidature hors formulaire DUME par le biais des formulaires nationaux (DC 1 et 2) notamment, lesquels sont joints au DCE.

6.3.2 LE DEPOT DE LA CANDIDATURE HORS FORMULAIRE DUME :

Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- La lettre de candidature via le formulaire DC1 ou sur forme libre, ayant pour objet d'identifier le candidat individuel ou l'ensemble des membres des cotraitants en cas de groupement. Cette lettre doit préciser :
 - La dénomination sociale du candidat ou de l'ensemble des cotraitants en cas de groupement, son adresse et ses coordonnées (téléphone, Fax, courriel),
 - L'objet du marché,
 - Le cas échéant, la forme du groupement, et la répartition des prestations,
 - Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat individuel ou que chaque co-traitant en cas de groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail ;
- Attestation sur l'honneur concernant les mesures restrictives à l'encontre de la Russie ;
- L'annexe 1 au CCAP « Liste des catégories » dans laquelle le candidat cochera dans la colonne la ou les catégories au titre desquelles sa candidature est présentée.

Pour l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les catégories du SAD au titre desquelles la candidature est remise, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Catalogue des produits susceptibles de répondre au besoin défini dans le cadre du présent SAD. Ce catalogue permet de déterminer, à l'échelle de chacune des catégories au titre de laquelle la candidature est déposée, le périmètre que le candidat a vocation à pouvoir couvrir ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principales livraisons (principaux points de livraisons) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant (si possible), la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Bilans ou extraits de bilan et compte de résultats, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas le candidat :

- Justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les éléments de candidature de cet opérateur requis au titre du présent article ;
- Apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché via une attestation sur l'honneur de l'opérateur économique indiquant qu'il s'engage à mettre ses moyens à disposition du candidat tout au long de l'exécution des marchés objet du présent SAD.

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, le CHU de Lille pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le soumissionnaire peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2...) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>. Ces documents devront cependant être accompagnés des pièces listées au présent article.

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, le GCS UniHA pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

6.4 AUTRES PIÈCES À FOURNIR (FACULTATIF)

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution de chaque marché spécifique, les candidats sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature, les documents suivants dans la candidature, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les certificats de régularité à jour attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA délivrés par l'administration fiscale **et datant de moins de 3 mois** ;

Dans le cas où l'attributaire est une société fille d'un groupe, l'attestation fiscale datant de moins de 3 mois de la société mère doit également être jointe

- Si le candidat ou le co-traitant emploie plus de 20 salariés, un certificat de l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés attestant de la régularité de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du Code du travail.
- Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, il n'est pas possible d'accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, l'attributaire communiquera, sur demande, au pouvoir adjudicateur, un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel la société est inscrite

Si le candidat est étranger, il produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent en toute hypothèse être fournies au CHU de Lille avant toute notification d'un marché spécifique, puis tenues à jour tous les six mois pendant toute la durée du marché spécifique.

Les attributaires provisoires doivent également remettre au CHU de Lille, le cas échéant, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

6.5 REMISE DES CANDIDATURES

Les candidats doivent impérativement, pour leur réponse, remettre leur candidature à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et dans l'espace de consultation dédié au présent marché.

Les dépôts de plis effectués par erreur dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

La candidature devra respecter les formats autorisés au paragraphe 5.4 et le candidat devra respecter le nommage cité au paragraphe 9 du présent règlement de la consultation.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente, sauf si la candidature précédente a déjà fait l'objet d'une décision d'acceptation ou de rejet par le CHU de Lille. La remise d'une nouvelle candidature reporte d'autant le délai de 10 jours dont dispose le CHU de Lille pour prendre sa décision.

En cas de rejet, le candidat peut toutefois présenter une nouvelle candidature, sur la base d'informations mises à jour.

7. SELECTION DES CANDIDATS

7.1 COMPLETUD DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Lorsque des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à R.2144-2 Code de la commande publique.

A défaut de régularisation, la candidature sera rejetée

7.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures sont examinées au regard :

- de la capacité économique et financière des candidats à assurer, sur la durée du SAD et au bénéfice des membres et adhérents du GCS UniHA, les prestations objet des marchés spécifiques.

La capacité économique et financière des candidats sera appréciée sur la base du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois dernières années, en tenant compte, non pas du volume de la catégorie dans son ensemble, mais des périmètres potentiels des futurs marchés spécifiques qui seront lancés sur la base de chacune des catégories au titre de laquelle la candidature est déposée, et susceptibles de concerner le candidat d'après le catalogue remis à l'appui de sa candidature.

- des capacités professionnelles du candidat permettant de garantir que l'opérateur économique possède la qualification nécessaire pour exécuter les marchés spécifiques en assurant un niveau de qualité approprié.

En particulier, le **critère d'exclusion** suivant sera appliqué : exclusion des candidatures dont les capacités professionnelles et techniques sont insuffisantes au regard du périmètre potentiel des futurs marchés spécifiques et plus précisément au regard de ceux susceptibles de concerner le candidat, d'après le catalogue qu'il a remis à l'appui de sa candidature.

Les candidatures présentant des niveaux de capacité suffisants, au regard des documents dont la production est demandée au titre du présent Règlement de la Consultation, et n'entrant pas dans l'un ou l'autre des cas d'exclusion visés ci-avant, seront admises au sein du système d'acquisition dynamique.

7.3 ADMISSION DES CANDIDATURES

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à 15 jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures tant qu'un marché spécifique n'est pas lancé.

L'admission est notifiée au candidat par l'intermédiaire du profil acheteur.

A compter de la réception de ce message, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés. A tout moment au cours de la période de validité du SAD, le Pouvoir Adjudicateur peut demander aux candidats admis dans le SAD d'actualiser leur dossier de candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Les candidats ne satisfaisant pas ou plus aux critères de sélection des candidatures en sont avisés par décision transmise par l'intermédiaire du profil acheteur.

Les candidats admis conformément aux stipulations de l'article 7.2 ci-avant en seront informés via la plateforme PLACE. L'annexe 1 au CCAP présentant celles des catégories au titre desquels la candidature est acceptée par le CHU de Lille sera remise au candidat à cette occasion.

Ce n'est qu'à compter de la réception de ce message que le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

7.4 REJET DES CANDIDATURES

Le candidat ne satisfaisant pas aux critères de sélection des candidatures conformément aux stipulations de l'article 7.3 ci-avant en seront informés via la plateforme PLACE.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au CHU de Lille, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures initiales. Cette demande devra être adressée :

Par voie électronique uniquement via la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, et au sein de l'espace dédié à la présente consultation.

Une réponse leur sera adressée via ladite plateforme dans un délai de 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des candidatures initiales.

Les réponses aux questions posées au-delà de ce délai de 10 jours seront prises en compte par le CHU de Lille à l'échéance du délai de remise des candidatures initiales, les candidats étant par ailleurs de nouveau admis, à compter de cette date, à soumettre leurs questions. Le CHU de Lille y apporte alors une réponse, tout au long du SAD, dans un délai raisonnable.

9. NOMMAGE DES FICHIERS

Afin de faciliter l'analyse des dossiers transmis, au stade de la candidature au SAD comme à celui de la remise d'une offre au titre d'un marché spécifique, le candidat s'efforce de respecter le modèle de présentation et l'indexation présentée ci-dessous.

Le nom des fichiers se compose de 3 parties séparées par "_", comme suit :

- **DD** : abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique)
- **XXXX** : nom de la pièce (se reporter à l'indexation ci-dessous)
- **FFFF** : nom du fournisseur

L'abréviation du nom du dossier et le nom de la pièce est fournis ci-dessous. L'ajout du nom du fournisseur est propre au candidat mais doit être identique pour tous les fichiers.

INTITULE DES DOCUMENTS DEMANDES

INDEXATION

DOSSIER CANDIDATURE	ATTESTATION : DE VIGILANCE (URSSAF)	<i>DC_AttVigil_FFFF</i>
	ATTESTATION : DE MARCHES PUBLICS (URSSAF)	<i>DC_AttMP_FFFF</i>
	ATTESTATION : ASSURANCE	<i>DC_AttAssur_FFFF</i>
	ATTESTATION : SUR L'HONNEUR	<i>DC_AttHon_FFFF</i>
	ATTESTATION : ADHESION	<i>DC_AttAdh_FFFF</i>
	ATTESTATION : PRISE DE CONNAISSANCE	<i>DC_AttPriseConnaissance_FFFF</i>
	ATTESTATION : DE CONFORMITE	<i>DC_AttConform_FFFF</i>

ATTESTATION : REGULARITE FISCALE	<i>DC_AttRegFisc_FFFF</i>
ATTESTATION : REGULARITE SOCIALE	<i>DC_AttSoc_FFFF</i>
ATTESTATION : IMMATRICULATION SIRENE	<i>DC_AttSirene_FFFF</i>
BROCHURE DE PRESENTATION	<i>DC_BrochPresent_FFFF</i>
CERTIFICATS FISCAUX	<i>DC_CerFisc_FFFF</i>
CONTRAT PAD	<i>DC_ContraPAD_FFFF</i>
CONVENTION CONSTITUTIVE ACHATS GROUPES	<i>DC_CCHAGroup_FFFF</i>
CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT	<i>DC_CCgroupement_FFFF</i>
CONVENTION DE MANDAT BIPARTITE	<i>DC_AXRCN2_FFFF</i>
CONVENTION DE MANDAT TRIPARTITE	<i>DC_AXRCN3_FFFF</i>
DECLARATION DE SOUS TRAITANCE	<i>DC_DC4_FFFF</i>
DECLARATION DU CANDIDAT	<i>DC_DC2_FFFF</i>
DECLARATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	<i>DC_DC6_FFFF</i>
DELEGATION DE POUVOIR	<i>DC_DelPouv_FFFF</i>
DELEGATION DE SIGNATURE	<i>DC_DelSign_FFFF</i>
DEMANDE DE MISE EN CONFORMITE	<i>DC_MiseConf_FFFF</i>
ETAT ANNUEL DES CERTIFICATS RECUS	<i>DC_NOTI2_FFFF</i>
FICHE PRESTATIONS FOURNISSEURS	<i>DC_FichPrestFrs_FFFF</i>
FICHE PRESTATIONS FOURNISSEURS - annexes	<i>DC_FichPrestFrsAnx1,2..._FFFF</i>
FICHE RENSEIGNEMENTS FOURNISSEURS	<i>DC_FichRensFrs_FFFF</i>
KBIS	<i>DC_KBIS_FFFF</i>
LETTRE DE CANDIDATURE	<i>DC_DC1_FFFF</i>

PERSONNE HABILITEE	<i>DC_PersHabil_FFFF</i>
POLITIQUE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	<i>DC_PolSignElec_FFFF</i>
RIB	<i>DC_RIB_FFFF</i>
RIB MODIFICATION	<i>DC_RIBmodif_FFFF</i>

DOSSIER FINANCIER	ACTE D'ENGAGEMENT NOTIFIE (ATTRI 1)	<i>DF_ATTRI1_FFFF</i>
	ACTE D'ENGAGEMENT NOTIFIE (ATTRI 1) : ANNEXES résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant	<i>DF_ATTRI1anex_FFFF</i>
	ATTESTATION : TVA taux réduit	<i>DF_AttTVA_FFFF</i>
	CERTIFICAT DE CONFORMITE	<i>DT_CerConform_FFFF</i>
	CERTIFICAT D'EXCLUSIVITE	<i>DF_CerExcl_FFFF</i>
	CONDITIONS DE REPRISES	<i>DF_CondRep_FFFF</i>
	CREANCE : CESSION DE	<i>DF_CreCess_FFFF</i>
	CREANCE : NANTISSEMENT DE	<i>DF_CreNan_FFFF</i>
	FICHE modalités de livraisons et conditions commerciales	<i>DF_AXRCN5_FFFF</i>
	LETRE D'ACCOMPAGNEMENT DE L'OFFRE	<i>DF_LetOffre_FFFF</i>
	MANUEL SYSTÈME DE MANAGEMENT INTEGRE	<i>DF_ManSMI_FFFF</i>
	MANUEL SYSTÈME DE MANAGEMENT QUALITE	<i>DF_ManSMQ_FFFF</i>
	PRIX : PIECES DETACHES	<i>DF_TarifPD_FFFF</i>
	PRIX : BORDEREAU DU TITULAIRE, modifié dans sa présentation pour exécution du marché	<i>DF_BPUexe_FFFF</i>
	PRIX : BORDEREAU UNITAIRE	<i>DF_BPU_FFFF</i>
	PRIX : DEMANDE DE REVISION	<i>DF_RevisDde_FFFF</i>

PRIX : DEVIS DU TITULAIRE	<i>DF_Devis_FFFF</i>
PRIX : ESCOMPTE	<i>DF_Escompt_FFFF</i>
PRIX : NOUVEAU BPU SUITE REVISION	<i>DF_BPU1,2...._FFFF</i>
PRIX : TARIF GENERAL FOURNISSEUR	<i>DF_Tarif_FFFF</i>
PRIX : OFFRE FINANCIERE	<i>DF_OffrFinanc_FFFF</i>
REMISES	<i>DF_Remis_FFFF</i>
TARIFS GENERAL HOSPITALIER : catalogue	<i>DF_TarifGen_FFFF</i>

DOSSIER TECHNIQUE	BROCHURE LOGISTIQUE DES COMMANDES ET DU TRANSPORT	<i>DT_BrochLog_FFFF</i>
	CATALOGUE PRODUITS	<i>DT_CatalogPdt_FFFF</i>
	COMMISSION DE LA TRANSPARENCE : AVIS DE LA	<i>DT_AvisCT_FFFF</i>
	COMPOSITION en principes actifs et excipients	<i>DT_Compo_FFFF</i>
	DEVELOPPEMENT DURABLE	<i>DT_DD_FFFF</i>
	DOCUMENTATION TECHNIQUE SCIENTIFIQUE	<i>DT_DocTech_FFFF</i>
	DONNEES de stabilité complémentaires au résumé des caractéristiques techniques	<i>DT_StabTech_FFFF</i>
	DONNEES LOGISTIQUES	<i>DT_Logistiq_FFFF</i>
	ETIQUETTES	<i>DT_Etiq_FFFF</i>
	FACTURE SPECIMEN	<i>DT_ModelFact_FFFF</i>
	FICHES TECHNIQUES	<i>DT_FT_FFFF</i>
	ICONOGRAPHIE	<i>DT_Icono_FFFF</i>
	JO_Agrément aux collectivités	<i>DT_JOagre_FFFF</i>

JO_Avis prix des spécialités pharmaceutiques	<i>DT_JOprix_FFFF</i>
JO_inscription liste en sus	<i>DT_JOlistsus_FFFF</i>
JO_inscription rétrocession	<i>DT_JOretro_FFFF</i>
MÉMOIRE TECHNIQUE	<i>DT_MT_FFFF</i>
NORME ISO	<i>DT_ISO_FFFF</i>
NOTE DE BON USAGE	<i>DT_BU_FFFF</i>
NOTE DE SYNTHÈSE	<i>DT_NDS_FFFF</i>
NOTE D'INTERET THERAPEUTIQUE HOSPITALIERE	<i>DT_NITH_FFFF</i>
NOTICE D'UTILISATION ET INFORMATION	<i>DT_NOTICE_FFFF</i>
PLAQUETTE D'INFORMATION UTILISATEUR	<i>DT_InfoUtil_FFFF</i>
PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	<i>DT_PubSc_FFFF</i>
RAPPORT D'EVALUATION DU CHMP	<i>DT_CHMP_FFFF</i>
RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE	<i>DT_RSE_FFFF</i>
RESUME DES CARACTERISTIQUES DU PRODUIT	<i>DT_RCP_FFFF</i>
SECURITE D'APPROVISIONNEMENT	<i>DT_SecuAppro_FFFF</i>

Si le candidat souhaite déposer différents documents pour la même indexation, les fichiers seront numérotés.

Exemple : iconographies, si le candidat propose plusieurs photos pour une même offre, nommer les fichiers comme suit

- DT_Icono1_FFFF
- DT_Icono2_FFFF

Si le candidat souhaite déposer des documents supplémentaires non proposés dans la liste, il conviendra de reprendre l'abréviation du nom du dossier correspondant et rajouter "autre".

Exemple :

- DT_Autre1_FFFF
- DT_Autre2_FFFF

10. LITIGES

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lille :

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : 03 59 54 23 42
Télécopie : 03 59 54 24 45
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

11. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL COLLECTEES AUPRES DES CANDIDATS ET SOUMISSIONNAIRES

En application de l'article 13 du RGPD, le CHU de Lille informe les candidats des obligations suivantes :

- 1- Identification de l'acheteur** : le CHU de Lille dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 1 du présent règlement de consultation.
- 2- Coordonnées du DPO du GCS UniHA** : florence.burin@uniha.org
Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse ci-dessus.
- 3- Finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel ainsi que la base juridique du traitement** : procédure de passation système d'acquisition dynamique dont l'objet est défini dans le présent règlement de consultation ; analyse des candidatures ; acceptation des candidatures ; mise à disposition candidatures retenue(s) au profit des établissements adhérents de UniHA ; conservation et archivage des pièces du système d'acquisition dynamique.
- 4- Durée du traitement** : dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et du Code du patrimoine. Ainsi, la durée de conservation de ces données est encadrée par les règles liées à l'archivage des documents d'un marché public.

- 5- **Les destinataires des données à caractère personnel** : GSC UniHA (filiale PDS) ; CHU de Lille; direction des achats des établissements adhérents pour les besoins de l'exécution des prestations liées à l'accord-cadre ; directions techniques ; service financier et comptabilité des établissements adhérents pour le traitement des paiements.